

---

## POUR UNE ALTERNATIVE SOCIALISTE EUROPEENNE

---

Les citoyens européens peuvent aujourd'hui juger de leurs propres yeux les conséquences de la domination de la droite au pouvoir dans pratiquement tous les Etats membres de l'Union européenne en même temps qu'elle fait la loi à Bruxelles. La gestion de la crise des dettes souveraines par les conservateurs au cours des deux dernières années a été une désolante saga de gabegie politique et d'incompétence économique. Les citoyens vont maintenant payer le prix d'illusoires panacées économiques datant des années 20, imposées par les conservateurs – un prix qui prendra la forme de taux de chômage similaires à ceux que l'Europe a connus dans les années 30. Le modèle qu'ils mettent en avant est celui d'une Union Européenne de l'austérité qui réduira le niveau de vie de presque tous, aggravera les inégalités, sapera les fondations de l'Etat social – qui est une contribution spécifique de l'Europe au développement de l'humanité – et cédera progressivement le pouvoir d'arbitrage politique à des autorités non élues, dans l'espoir, vain, d'apaiser le marché.

Nous, signataires, membres de partis socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes, sommes convaincus que les citoyens européens méritent mieux que les perspectives affligeantes promises par les conservateurs au pouvoir et les résultats catastrophiques qu'ils ont obtenus. Mais le renouveau de la gauche démocratique européenne ne peut avoir lieu sans un débat de grande ampleur impliquant non seulement les élus de nos partis mais aussi tous nos militants et tous les citoyens européens. A cette fin nous proposons quelques idées radicales pour une réforme socialiste qui pourrait constituer la base d'un nouvel appel aux citoyens européens.

L'histoire s'est accélérée ces dernières années, et les socialistes européens sont restés en retrait. Souvent incapables de fédérer la colère publique contre la grande finance, réticents à coopérer avec les autres socialistes au pouvoir dans les Etats membres de l'UE, souvent timides dans les forums internationaux sur le commerce ou le changement climatique, les partis socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes, ont vu, à quelques exceptions notables près, leur cote de popularité s'effondrer au plus bas dans de nombreux pays.

Pour ne rien arranger, le mécontentement engendré par les politiques actuelles de l'UE et de ses gouvernements a été exploité politiquement non par la gauche, mais par des populistes xénophobes, des nationalistes et l'extrême droite.

Cette crise devrait donner à la gauche toutes les armes pour dénoncer avec force l'incapacité de la droite à faire face à la crise et à offrir à l'Europe

quelque direction que ce soit. Mais cela ne sera crédible que si la gauche est en mesure d'offrir un ensemble cohérent de propositions alternatives pour répondre à la crise.

Pour être crédible, la gauche a besoin d'une explication et d'un récit clairs de la crise actuelle, d'une série de principes simples et partagés pour l'action future, et d'un programme qui s'attaque au cœur de la crise.

Le diagnostic est clair. Les économies européennes, comme toutes les autres, ont été confisquées par l'irresponsabilité quasi-criminelle du secteur financier mondial. Mais l'Europe était déjà confrontée à une tendance de long terme au déclin. Celui-ci est en partie dû au profond mouvement de bascule dans le partage de la richesse mondiale entre l'Ouest et les économies émergentes de l'Est et du Sud. Mais dans ce processus même, nous avons laissé la mondialisation aggraver les écarts de richesses à l'intérieur de tous les pays. Sans jamais remettre en question les règles du jeu, nous avons permis qu'il pénalise tous les pays à système de protection sociale élevée. Dans ce qui était censé être des économies sociales de marché, nous avons permis que diminuent les niveaux de vie, qu'augmentent les inégalités, et que s'accroisse la part du revenu national revenant aux profits des entreprises, et d'abord des très grandes, au détriment des salaires. La pauvreté augmente de nouveau. Et ce phénomène qui était déjà en cours en Europe, maintenant s'accélère. La voix de l'Europe dans les forums internationaux comme le G20, les conférences sur le commerce et sur le changement climatique est souvent faible au point de devenir inaudible, du fait de divisions internes et de l'absence d'une stratégie alternative claire.

Les principes de l'action socialiste en Europe devraient également être simples. L'action collective en Europe est tout simplement indispensable. Prétendre que l'on peut protéger le niveau de vie et maintenir les services publics en retournant au modèle politique des Etats nations du 18e siècle, en redonnant aux capitales nationales les compétences devenues depuis européennes, en portant atteinte aux institutions communautaires, c'est, qu'on le veuille ou non, se soumettre aux superpuissances, anciennes et futures, et à la dictature du marché. La réponse de l'Europe à la crise a été vacillante et insuffisante, mais les solutions nationales n'ont pas de pertinence dans le monde globalisé dans lequel nous vivons maintenant.

Une réponse socialiste à la crise doit donc être européenne. Il ne s'agit pas d'appeler de façon incantatoire à « plus d'Europe », mais précisément de donner à l'Europe les moyens nécessaires à la protection des intérêts et du bien-être des citoyens européens. Cette réponse doit être suffisamment ferme pour permettre que la voix indépendante de l'Europe soit unie, forte et claire au G20, dans les négociations commerciales du cycle de Doha, dans celles sur le changement climatique et aux Nations Unies. L'Union européenne a aujourd'hui sa propre voix dans le système des Nations Unies: elle doit avoir le courage et la volonté de l'utiliser pour servir nos intérêts objectifs et nos valeurs, en faisant cause commune avec tous les gouvernements et organisations régionales qui les partagent.

Son approche économique devrait être cohérente et basée sur trois éléments; responsabilité partagée, croissance, et égalité.

Il n'y a rien de socialiste dans le gaspillage des ressources publiques et le creusement de la dette. Parce que nous croyons à l'utilité des dépenses publiques, nous avons le devoir de nous assurer que leur utilisation est efficace. Les projets extravagants, le train de vie excessif de certaines institutions publiques, la redondance inhérente à la multiplicité des programmes nationaux et européens lancés sans contrôle sur leur efficacité, doivent être réduits ou éliminés. Mais la gestion budgétaire rigoureuse doit être atteinte par un équilibre entre la modération dans les dépenses publiques et un système fiscal équitable, basé sur le principe de la "capacité à contribuer", le secteur privé payant et supportant sa part du fardeau, avec une lutte totale contre l'évasion et la fraude fiscales si répandues dans toute l'Union, en abandonnant les réductions d'impôts pour les plus riches, en ponctionnant la manne des bonus dans le secteur financier par des taxes punitives spécifiques, et en s'attaquant vigoureusement aux paradis fiscaux.

La rigueur sans croissance condamnera les européens à une décennie perdue de déclin et de récession. La croissance implique une action nationale et européenne avec pour moteur le budget de l'UE et ses instruments financiers.

La gauche, quand elle a été au pouvoir au niveau européen, a permis des progrès dans la lutte contre de nombreuses formes de discriminations. La défense et l'extension de l'égalité – comme l'éradication de tout type de discrimination, partout dans l'Union – doivent être au cœur d'un programme socialiste européen. Le concept d'égalité économique a pratiquement disparu du vocabulaire socialiste ces dernières décennies, alors même qu'il est central à la notion de justice sociale. Il est maintenant indispensable à la relance de l'Europe. Si les citoyens pensent que le fardeau de la crise pèse sur eux de façon inéquitable, si leur salaire réel s'effondre et que les niveaux de pauvreté atteignent des records inégalés depuis les années 80, que la protection sociale et le financement des politiques publiques sont attaqués, alors que dans le même temps les scandales de la culture du bonus se multiplient, que les plus hauts salaires s'envolent et que les plus riches continuent à étaler leurs dépenses extravagantes sans vergogne, tout effort collectif pour redresser notre déclin économique sera miné, l'efficacité économique sera mise en péril et la foi dans la démocratie sera sapée.

Sur la base de cette approche commune, et de la réaffirmation de nos convictions socialistes traditionnelles, la gauche devrait maintenant développer une plateforme commune pour l'avenir. Celle ci devrait comprendre les dix composants suivants :

1) *Une politique économique pour l'Union qui place les objectifs économiques et sociaux inscrits dans le Traité (croissance, plein emploi, inclusion sociale) au cœur du processus de décision politique, avec autant de vigueur et de puissance de feu organisationnelle que celles qui sont consacrées à l'objectif de discipline budgétaire; en complément, une mise à jour des objectifs*

sociaux de l'Union est urgente pour intensifier la lutte contre la pauvreté et renforcer le dialogue social ; à cette fin, *un ensemble de droits et d'objectifs sociaux fondamentaux devraient être inclus dans le Traité* avec les mêmes instruments de surveillance et de mise en œuvre que ceux qui existent pour garantir les libertés économiques;

2) *La viabilité de la monnaie unique*; le mandat de la BCE doit évoluer en reconnaissant son droit à acheter des obligations d'Etat quand la monnaie est attaquée, avec une responsabilité effectivement partagée pour la gouvernance économique; si la BCE n'est pas autorisée à agir pour sauver la monnaie qu'elle est censée gérer, à quoi sert-elle ?

3) *Une réforme budgétaire*; les augmentations du budget européen doivent être consacrées en priorité à promouvoir les technologies innovantes, à financer des investissements sociaux, d'infrastructure et de développement durable ; le budget doit être géré en lien, et en exploitant les capacités de la Banque Européenne d'Investissement ;

4) *Une réforme des recettes*; les ressources propres de l'UE doivent être renforcées par des taxes sur l'énergie; les Etats-membres devraient se voir accorder plus de marge de manœuvre pour réduire la TVA pour stimuler la consommation intérieure et supprimer des taxations régressives ;

5) *Une taxe sur les transactions financières* qui soutienne les incitations à l'emploi pour les PME dans l'industrie et les services; qui encourage la recherche et le développement; et qui finance des buts communs mondiaux, tels la lutte contre le changement climatique et l'aide au développement ;

6) *Des investissements européens soutenus par des Project Bonds émis par l'Union, et garantis par la BCE, se concentrant sur la réalisation de l'immense potentiel de la nouvelle économie verte* ; l'accélération des nouveaux projets d'infrastructures avec des règles plus flexibles de programmation pour pouvoir créer des emplois plus rapidement, et réduire la dépendance excessive aux énergies fossiles et au nucléaire, en lien avec le lancement d'une Communauté de l'Energie comprenant une clause de soutien mutuel garanti en cas de menaces sur l'approvisionnement énergétique de la part de pays tiers ;

7) *Une base plus juste pour le commerce international*; les négociateurs de l'UE doivent obtenir un nouveau mandat pour lutter contre le dumping social et environnemental ; des taxes doivent être prélevées sur les importations de pays tiers qui ne respectent pas les normes environnementales européennes ;

8) *Un soutien plus fort à nos pays voisins*, pour s'attaquer à l'inégalité inacceptable et insoutenable entre l'UE et ses voisins de l'Est et du Sud, se traduisant par de vraies concessions en matière de commerce et de mobilité, et la reconnaissance de ceux qui se sont battus si courageusement pour la liberté démocratique dans le monde arabe. L'Europe ne doit plus jamais

fermer les yeux face à des dictatures à vie, autoritaires, népotistes, au nom d'une realpolitik mal avisée ;

9) *Une présence plus ferme et unie sur la scène internationale*, mettant à profit notre pouvoir collectif politique et économique pour promouvoir nos valeurs et nos intérêts au-delà de nos frontières, et en prenant notre part à la résolution du conflit du Moyen-Orient ;

10) *Le renforcement de la démocratie européenne*; quelles que soient les nouvelles règles de gouvernance économique mises en place, la responsabilité parlementaire doit primer; les Etats-membres doivent pleinement respecter le Traité en nommant le Président de la Commission selon les résultats des élections européennes; les Commissaires doivent être responsables devant le Parlement, qui non seulement devrait les confirmer à leur poste, mais aurait aussi le pouvoir de les révoquer; les partis socialistes doivent impliquer leurs militants et sympathisants dans tous les aspects de leur politique européenne, de leur programme à la nomination de candidats pour les postes les plus importants de l'UE; une action européenne pour renforcer la liberté de la presse doit être engagée, à commencer par le démantèlement des monopoles médiatiques et la limitation de la possession de média par des ressortissants d'Etats-tiers.

Bien plus que le seul soutien de la monnaie unique, c'est la viabilité à long terme de l'intégration européenne qui est en train de se jouer. Seule une nouvelle approche des socialistes, qui réaffirme fortement nos valeurs et a le courage de proposer des solutions européennes, peut insuffler assez d'énergie pour que le projet européen conserve ce qui devrait constituer son sceaue - la solidarité, l'efficacité économique et la vitalité démocratique.

Premiers signataires: **Panagiotis Beglitis**, Député (PASOK, Grèce); **Josep Borrell Fontelles**, Président de l'Institut Universitaire européen, ancien Président du Parlement européen (PSC/PSOE, Espagne); **Victor Bostinaru**, Député européen (PDSR, Roumanie); **Udo Bullmann**, Député européen (SPD, Allemagne); **Sergio Cofferati**, Député européen (PD, Italie); **Véronique de Keyser**, Députée européenne (PS, Belgique); **Proinsias de Rossa**, ancien Ministre des Affaires sociales (Labour, Irlande); **Harlem Désir**, Député européen, secrétaire national du Parti Socialiste (PS, France); **Leonardo Domenici**, Député européen (PD, Italie); **Glyn Ford**, ancien Député européen (Labour, Royaume-Uni); **Evelyne Gebhardt**, Députée européenne (SPD, Allemagne); **Ana Gomes**, Députée européenne (PS, Portugal); **Enrique Guerrero Salom**, Député européen (PSOE, Espagne); **Elisabeth Guigou**, Députée (PS, France); **Zita Gurmai**, Députée européenne, Présidente du PSE Femmes (MSZP, Hongrie); **Jo Leinen**, Député européen (SPD, Allemagne); **David Martin**, Député européen (Labour, Royaume-Uni); **John Monks**, Député à la Chambre des Lords, ancien Secrétaire Général de la CES (Labour, Royaume-Uni); **Marianne Mikko**, Députée au Parlement d'Estonie (SDE, Estonie); **Leire Pajin Iraola**, Députée au Congrès espagnol (PSOE, Espagne); **Gianni Pittella**, Vice-Président du Parlement européen (PD, Italie); **Sir Julian Priestley**, ancien Secrétaire Général du Parlement européen (Labour, Royaume-Uni); **Libor Roucek**, Député européen (CSSD, République Tchèque); **Hannes Swoboda**, Député européen, Président du Groupe S&D au Parlement européen (SPÖ, Autriche); **Kathleen Van Brempt**, Députée européenne (SPA, Belgique); **Kristian Vigenin**, Député européen (BSP, Bulgarie); **Henri Weber**, Député européen (PS, France).